

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article3949>

L'UE somme les consortiums de se mettre d'accord sur Galileo

- Technologie -



Date de mise en ligne : jeudi 15 mars 2007

Spyworld Actu

La Commission européenne a sommé les membres des consortiums candidats au contrat de construction et d'exploitation du système de navigation par satellite Galileo de respecter leurs engagements de coopération.

Le porte-parole du commissaire européen aux Transports, Jacques Barrot, a écrit à la présidence allemande de l'UE et aux deux consortiums pour "tirer la sonnette d'alarme" devant l'accumulation des problèmes qui menacent le projet.

L'exécutif européen, qui craint une répétition du scénario d'Airbus où les égoïsmes nationaux ont pris le dessus sur la gestion, estime que les conditions fixées ne sont pas remplies.

Le Galileo Joint Undertaking (GJU), créé par la Commission européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA), a sélectionné en juin 2005 l'offre conjointe présentée par les deux consortiums après avoir privilégié la piste de la concurrence.

Les deux groupes sont d'une part iNavSat - composé de l'européen EADS, du français Thales et du britannique Inmarsat - et d'autre part Eurely, qui comprend le français Alcatel, l'italien Finmeccanica ainsi que les espagnols AENA et Hispasat.

Ils devaient améliorer les services offerts par Galileo, la réponse européenne au système de positionnement américain GPS et définir de manière précise les obligations du concessionnaire et des autorités publiques, notamment en ce qui concerne le financement et la couverture de risques.

Une société entièrement séparée des deux groupes devait être créée pour disposer d'une véritable autonomie et un seul directeur général devait se prononcer en leur nom.

"Je constate que ces conditions n'ont pas été à ce jour remplies", a expliqué Barrot à quelques journalistes en reconnaissant qu'il brandissait là une véritable "menace". "Ou le consortium s'organise, ou on en tire les leçons."

Selon lui, les industriels voudraient que le public mette la main au portefeuille alors que cela devrait être l'inverse.

LES CHOSES DOIVENT BOUGER

Selon une source industrielle, c'est Madrid qui retarde les choses en demandant que des activités plus nombreuses, dont deux centres de contrôles, soient localisées en Espagne. Les entreprises espagnoles n'ont en conséquence pas signé les contrats en attendant d'obtenir satisfaction.

Barrot évoquera la question le 22 mars au niveau des ministres des Transports de l'Union européenne.

La Commission européenne estime que le projet n'est pas menacé mais qu'il est plus que temps que les choses bougent.

Le système européen doit entrer partiellement en service en 2008 avec 30 satellites, essentiellement dans un but civil, pour l'orientation des automobilistes ou les missions de sauvetage.

L'UE somme les consortiums de se mettre d'accord sur Galileo

La mise en commun des offres devrait permettre une réduction du financement public pendant toute la durée de la concession, jusqu'en 2026, et une accélération du calendrier, le système étant pleinement opérationnel à partir de 2010.

Les recettes commerciales seront également accrues de 20% grâce à la combinaison du savoir-faire des deux consortiums dans le domaine des télécommunications et du transport.

La phase de définition du projet, qui est en cours depuis 2002 et se terminera cette année, est d'un coût total de 1,1 milliard d'euros et prévoit le lancement d'un satellite.

La phase de déploiement des satellites et des stations terrestres de réception se fera de 2006 à 2008 pour un coût de 2,1 milliards d'euros, dont deux tiers seront pris en charge par le secteur privé, très intéressé par un projet qui permettra de déterminer très précisément la position des objets.

Ensuite, les coûts d'exploitation sont estimés à 220 millions d'euros par an entièrement pris en charge par le privé, à l'exception d'une contribution exceptionnelle du public de 500 millions d'euros par an pour les premières années.

Les bénéfices attendus par l'exploitation des satellites sont énormes, à la fois en matière de recettes et d'emplois (150.000), et la rentabilité n'est pas mise en doute.

Les négociations pour la participation de pays tiers à Galileo ont déjà abouti avec Israël et la Chine et de nombreux autres pays sont intéressés par ce projet.

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/...>